

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/USA/5
5 novembre 1998

(98-4321)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

ÉTATS-UNIS

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 octobre 1998.

En vertu de l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, 7 février 1995), les États-Unis notifient que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de sauvegarde dans les conditions suivantes:

1. Date à laquelle l'enquête a été ouverte: 7 octobre 1998. (Note: La Commission du commerce international des États-Unis a publié l'avis d'ouverture de l'enquête le 19 octobre 1998, mais la date d'ouverture a été fixée rétroactivement au 7 octobre 1998, date à laquelle la demande a été déposée.)
2. Produit faisant l'objet de l'enquête: Viande d'agneau relevant des positions 0204.10.00, 0204.22.20, 0204.23.20, 0204.30.00, 0204.42.20 et 0204.43.20 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis.
3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte: L'enquête a été ouverte pour donner suite à une requête déposée pour le compte de la branche de production nationale et se fonde sur les renseignements et les éléments qui y figurent. Une copie de l'avis d'ouverture de l'enquête et du calendrier de l'enquête est jointe à la présente notification. Une copie de la requête a été déposée au Secrétariat (bureau 1028, Mme S. Aspinall) où les délégations intéressées peuvent la consulter.

COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ÉTATS-UNIS

Enquête n° TA-201-68

VIANDE D'AGNEAU

ADMINISTRATION: Commission du commerce international des États-Unis

MESURE: Ouverture et planification d'une enquête au titre de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (19 U.S.C. § 2252) (ci-après la "Loi").

RÉSUMÉ: Ayant pris connaissance d'une requête déposée en bonne et due forme le 7 octobre 1998 au nom de plusieurs requérants - American Sheep Industry Association, Inc., National Lamb Feeders Association, Harper Livestock Co. Winters Ranch Partnership, Godby Sheep Co., Talbott Sheep Co., Iowa Lamb Corp., Ranchers' Lamb of Texas, Inc., et Chicago Lamb & Veal Co. - la Commission a ouvert l'enquête n° TA-201-68 au titre de l'article 202 de la Loi en vue de déterminer si la viande d'agneau, relevant des positions 0204.10.00, 0204.22.20, 0204.23.20, 0204.30.00, 0204.42.20 et 0204.43.20 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis, est importée aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'elle représente ou menace de représenter une cause substantielle de dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

Pour de plus amples renseignements sur la conduite de cette enquête, les procédures d'audition et les règles d'application générale, voir le Code de pratique et de procédure de la Commission, partie 201, sous-parties A à E (19 CFR partie 201) et partie 206, sous-parties A et B (19 CFR partie 206).

DATE D'EFFET: 7 octobre 1998.

POUR DE AMPLES RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER À: Valérie Newkirk (202-205-3190), Bureau des enquêtes, Commission du commerce international des États-Unis, 500 E Street SW, Washington, D.C. 20436. Les personnes malentendantes peuvent obtenir des renseignements sur la question en se mettant en rapport avec le terminal TDD de la Commission au 202-205-1810. Les personnes ayant une mobilité réduite qui auront besoin d'une aide spéciale pour avoir accès à la Commission doivent se mettre en rapport avec le Bureau du Secrétaire au 202-205-2000. Il est également possible d'obtenir des renseignements généraux sur la Commission en consultant son serveur sur Internet (<http://www.usitc.gov>).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Participation aux enquêtes et liste des significations. Les personnes qui souhaitent participer à l'enquête en qualité de parties doivent déposer une demande de comparution auprès du Secrétaire de la Commission, comme prévu à la partie 201.11 du Code de la Commission, 21 jours au plus tard après publication de l'avis dans le *Federal Register*. À l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes de comparution, le Secrétaire établit une liste des significations renfermant le nom et l'adresse de toutes les personnes qui sont parties aux enquêtes ou de leurs représentants.

Divulgence limitée de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et liste des significations de renseignements commerciaux de nature confidentielle. En application de la partie 206.17 du Code de la Commission, le Secrétaire met à la disposition des personnes habilitées les renseignements commerciaux de nature confidentielle qu'il aura recueillis au cours de l'enquête en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative concernant l'enquête, sous réserve que la demande de communication de ces renseignements soit

présentée 21 jours au plus tard après publication de l'avis dans le *Federal Register*. Une liste des significations séparée sera établie par le Secrétaire pour les parties habilitées à avoir la communication de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative.

Auditions sur l'existence d'un dommage et les voies de recours. La Commission a prévu de tenir dans le cadre de l'enquête des auditions séparées sur l'existence d'un dommage et les voies de recours. L'audition sur l'existence d'un dommage s'ouvrira à 9 h. 30 le 12 janvier 1999 au siège de la Commission du commerce international des États-Unis. Si la Commission rend une détermination positive de l'existence d'un dommage ou s'il y a partage des voix au sujet de l'existence d'un dommage, une audition sur la question des voies de recours s'ouvrira à 9 h. 30 le 25 février 1999. Les demandes de comparution aux auditions doivent être déposées par écrit auprès du Secrétaire de la Commission au plus tard le 5 janvier 1999 et le 16 février 1999 respectivement. Toutes les personnes qui souhaitent prendre part aux auditions et y présenter une communication orale doivent assister aux conférences avant audition qui se tiendront à 9 h. 30 les 7 janvier 1999 et 18 février 1999, respectivement, au siège de la Commission du commerce international des États-Unis. Les dépositions orales et les documents écrits qui seront soumis lors des auditions doivent être conformes aux dispositions des parties 201.6 b) 2) et 201.13 f) du Code de la Commission. Les parties qui souhaitent faire une partie de leur déposition à huis clos doivent en faire la demande au plus tard sept jours avant la date de l'audition.

Communications écrites. Toutes les parties sont encouragées à soumettre à la Commission un mémoire avant audition. Les dates limites sont fixées au 21 décembre 1998 pour le dépôt des mémoires avant audition sur l'existence d'un dommage et au 18 février 1999 pour le dépôt des mémoires avant audition sur les voies de recours, s'agissant notamment de tous les engagements contractés en exécution de la loi 19 U.S.C. § 2252 a) 6) B). Les parties peuvent également déposer des mémoires après audition. Les dates limites pour le dépôt des mémoires après audition sont fixées au 15 janvier 1999 pour ce qui est de l'existence d'un dommage et au 4 mars 1999 pour ce qui est des voies de recours. En outre, toute personne qui n'est pas partie à l'enquête peut présenter un exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'examen du dommage le 15 janvier 1999 au plus tard et des renseignements relatifs à l'examen des voies de recours le 4 mars 1999 au plus tard. Toutes les communications écrites doivent être conformes aux dispositions de la partie 201.8 du Code de la Commission. Toute communication renfermant des renseignements commerciaux de nature confidentielle doit également être conforme aux prescriptions de la partie 201.6 du code. Le Code de la Commission n'autorise pas le dépôt des communications au Secrétariat par télécopie ou autres moyens électroniques.

Conformément à la partie 201.16 c) du Code, chaque document déposé par une partie à l'enquête doit être signifié à toutes les autres parties à l'enquête (qui sont identifiées soit par le public soit par la liste des significations de renseignements commerciaux de nature confidentielle), et un certificat de signification doit être déposé en temps opportun. Le Secrétaire ne peut pas accepter de document à verser au dossier de l'enquête si ce document n'est pas accompagné d'un certificat de signification.

AUTORITÉ: L'enquête est menée en application de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur. Le présent avis est publié en application de la partie 206.3 du Code de la Commission.

D'ordre de la Commission.

(signé)
La Secrétaire
Donna R. Koehnke

Date de publication: 19 octobre 1998
